

Le phénomène Carter et le clivage Centre contre Périphérie aux Etats-Unis

Note de recherche

par Daniel L. SEILER,

Professeur.
Département de Science politique.
Université du Québec à Montréal.

★

Quelle que soit l'issue de la joute électorale de soixante-seize aux Etats-Unis, celle-ci s'inscrira dans l'histoire comme marquée par ce qu'il est déjà convenu d'appeler le « phénomène Jimmy Carter ». Nous ne gloserons pas sur la surprenante ascension du planteur d'arachides de Plains (Géorgie), naguère encore inconnu, à la nomination comme candidat démocrate à la présidence de la république ; la presse, tant américaine qu'internationale, commenta abondamment l'événement. Nous le supposons connu du lecteur. Notre propos vise au contraire, en donnant une interprétation structurelle du phénomène, à rectifier l'analyse qui a prévalu dans l'opinion publique quant au caractère ambigu du succès de Carter, dû à son absence de vision politique, à son déjà légendaire sourire, ou à la qualité de son organisation. On sait, depuis Weber, qu'un phénomène social est rarement mû par une cause unique, et ces éléments conjoncturels entrent sans doute dans la genèse du mouvement qui mènera, peut-être, l'ex-gouverneur de la Géorgie à la maison blanche. Mais ils n'en constituent pas moins, à nos yeux, des faits secondaires. A notre point de vue, le phénomène Carter — et c'est pourquoi il intéresse les politistes — apparaît comme la manifestation d'une réalité fondamentale et constitutive tant du système politique américain que du parti démocrate.

Le schéma d'analyse est le suivant : en se donnant Jimmy Carter comme candidat à la présidence des Etats-Unis d'Amérique, le parti démocrate se retrouve en quelque sorte et renoue avec sa vocation première qui est de médiatiser la volonté politique des périphéries. Nous développerons cette hypothèse en envisageant d'abord l'impact de

Carter sur le parti démocrate et en tentant, à partir de là, de remonter jusqu'au clivage de base du système politique américain : celui qui oppose centre et périphérie. Cette démarche ne sera rendue possible que grâce à une réflexion théorique sur les clivages et l'institutionnalisation du conflit.

L'unité retrouvée du parti démocrate.

Avant l'ouverture de la campagne pour les élections primaires, et malgré le discrédit jeté sur l'administration en place par l'affaire du Watergate, — les commentateurs autorisés de la vie politique américaine s'accordaient pour prédire, une convention paisible pour les républicains unis, autour de la candidature du président Ford et une convention pénible pour les démocrates déchirés entre factions rivales et hostiles. La guerre du Vietnam avait laissé le parti démocrate profondément meurtri. Plus que le G.O.P., l'opposition entre « faucons » et « colombes » avait divisé celui-ci : c'est un président démocrate, Lyndon Johnson, qui provoqua le développement des hostilités en Indochine et c'est du sein même du parti que prit naissance — avec la candidature de Gene McCarthy — le mouvement de contestation de la politique étrangère, puis de l'autorité du Président. La convention démocrate de 1968 fut le théâtre de rudes affrontements entre *l'establishment* du parti, soutenant le vice-président Humphrey, et le mouvement contestataire soutenant le sénateur du Minnesota. L'atmosphère enfiévrée des assises démocrates ne tarda pas à déborder dans la rue pour créer une situation d'émeute que Norman Mailer qualifia — avec sa verve habituelle — de « siège de Chicago » (1). Les divisions du parti ne s'atténuèrent pas en 1972, que du contraire. Le mouvement progressiste et pacifiste, qui s'était vu voler la victoire en 1968, parvint à arracher la nomination de son candidat, le sénateur McGovern. L'opposition de l'appareil aidant, les divisions démocrates atteignirent leur paroxysme et, non seulement le parti ne se rangea pas derrière son candidat, mais encore on vit éclore des comités de démocrates soutenant Richard Nixon. La défaite de George McGovern ne surprit que par son ampleur : jamais, depuis près d'un demi-siècle le parti de Jefferson ne connut aussi amère défaite. Elle le laissa profondément désuni.

Au début de 1976, la conjoncture politique favorisait les démocrates, mais presque malgré eux. Pour les augures, les divisions qui marquèrent

(1) N. MAILER, *Miami and the siege of Chicago. An informal history of the republican and democratic conventions of 1968*, New York : New American Library, 1968. Il s'agit d'un ouvrage inclassable, mi-reportage, mi-essai poétique, bien dans la manière de Mailer et qu'on pourrait qualifier de journalisme politique introspectif.

les campagnes pour les primaires en 1968 et 1972 allaient se reproduire, renforcées par l'absence de tout candidat de grand format, mais, continuaient les commentateurs, la convention trouverait une solution de compromis en la personne du non-candidat, le sénateur H.H. Humphrey, ancien vice-président qui, tapi en coulisse, attendait son heure. L'ouverture de la campagne électorale parut ne pas démentir les pronostics défavorables aux démocrates. Il semblait que chaque tendance trouverait son candidat, aucun ne devant soulever l'enthousiasme des foules.

Or, les primaires du New Hampshire, confirmées par celles de la Floride, révélèrent la personnalité et le charisme du gouverneur Carter qui a priori pouvait apparaître comme un candidat de second rang, sans expérience nationale. Par son discours simple, basé sur le respect des valeurs morales et l'opposition au « big government », Carter est parvenu à imposer son image, servi en cela, et par le désir de pureté des citoyens littéralement écoeurés par les scandales qui marquèrent l'administration républicaine, et par la qualité de son organisation électorale. La réceptivité des électeurs démocrates à ce message surprit l'appareil du parti : par exemple, des ouvriers et des agriculteurs, des petits blancs du sud et les noirs répondirent à l'appel du Géorgien. On peut convenir sans risque d'erreurs, que la séduction de Carter tient dans la conformité entre son discours, — de type religieux et hostile à l'« establishment » et au « big government » —, et son personnage d'homme nouveau, provincial et homme de foi, sans attaches avec la classe politique de Washington, même démocrate. Lorsque Jimmy Carter évoque le nécessaire respect des valeurs morales en politique et les vertus profondes du peuple américain, son auditoire le croit. C'est là le phénomène Carter.

L'irruption d'un candidat extérieur à la « machine » du parti démocrate aurait dû soulever l'opposition de celle-ci, car les thèmes développés par Carter, avaient à peine plus de quoi la séduire que ceux défendus naguère par McGovern. D'autant plus que l'appareil du parti possédait en Hubert Humphrey un candidat occulte conforme à ses aspirations. Il ne faudrait pas réduire la réaction des dirigeants et des cadres démocrates à une pure attitude d'autodéfense, aucune organisation ne confierait de gaieté de cœur son sort à un quasi inconnu, dont le passé politique est des plus bref et la vision politique difficilement réductible à l'équation libéral/conservateur. La tentative menée par la direction démocrate pour arrêter la progression de l'ex-gouverneur ne surprend en rien. Elle prit la forme de pressions exercées sur le sénateur Humphrey afin qu'il s'engage dans les élections primaires et, devant le peu d'enthousiasme manifesté par l'ex-vice-président, par l'en-

courageusement donné à un candidat de dernière heure, le jeune gouverneur de la Californie Edmund Brown jr. Cette dernière candidature, plus que celle du sénateur Church, ébranla Carter. En effet, Jerry Brown, quoique fils d'un ancien gouverneur et candidat malheureux en 1960, pouvait apparaître comme un homme nouveau qui de plus bénéficia du charisme que confère la jeunesse à un homme politique.

Le fait surprenant des primaires et de la convention démocrate de 1976 n'est donc pas l'opposition que « l'establishment » du parti témoigna à l'égard du citoyen de Plains, mais bien son ralliement massif. Dès la fin de la campagne et malgré les primaires de Californie, New Jersey et Ohio dont les résultats furent loin de favoriser Carter (2), on vit le maire Daley — l'un des pontifes de la machine démocrate — se ranger derrière le candidat et proposer son protégé, le sénateur Adlai E. Stevenson, 3d, comme colistier (3). Tour à tour, le sénateur Jackson et le gouverneur de l'Alabama George Wallace retirèrent leur candidature, pour s'engager dans la voie ouverte par le maire de Chicago suivis par les sénateurs Muskie et Humphrey entraînant tout l'appareil du parti qui bascula dans le camp de Jimmy Carter (4).

Ainsi la convention démocrate de 1976 qui devait souligner les désunions d'un parti que le sénateur Edward Kennedy se refusait de sauver, se mua en une sereine liturgie unanime à la gloire de l'idéal démocratique américain. Seuls restaient en piste face à la révélation politique de l'année : le député Morris Udall, héros malheureux des primaires et le jeune gouverneur Brown. Encore que ce dernier ne

(2) Californie : Brown (59 %), Carter (21 %), Church (7 %), Udall (5 %), Wallace (3 %) ; New Jersey : indépendants (42 %), Carter (28 %), Udall (13 %), Church (7 %), Wallace (6 %), McCormack (4 %) et Ohio : Carter (52 %), Udall (21 %), Church (14 %), Wallace (6 %), Danahey (4 %), Jackson (3 %). Source : the New York Times. Les délégués « indépendants », du New Jersey émanaient d'une coalition Humphrey-Brown soutenue par la machine démocrate, en fait seul Brown fit ouvertement campagne pour cette coalition lors des primaires du 8 juin 1976. Lors de la convention la majorité de ces délégués vota pour Jimmy Carter suivant ainsi les directives de l'appareil du parti. Cf R. SULLIVAN, « Humphrey-Brown Victory in Jersey is called Futile », *The New York Times*, Thursday, June 10th 1976, vol. CXXV... n° 40,327, p. 43.

(3) R.W. APPLE Jr., « Shift to Georgian, Humphrey stays out — Wallace, Jackson, Daley Give Support », *loc. cit.*, p. 1.

(4) Il est à diverses reprises question de la machine démocrate au cours de cet article. Il n'est pas inutile de rappeler que l'appareil des partis américains n'est en rien comparable aux types connus en Europe — sauf mutadis mutandis en République d'Irlande et dans une mesure moindre en Italie — ils ne ressortissent ni à la catégorie des partis de masse, ni à celle des partis de cadres définies par Maurice Duverger, ni encore à celle de parti d'électeurs établie par Jean Charlot. En fait ils tiennent des trois avec en plus une forte dose de clientélisme. Cette organisation particulière est le fruit de l'histoire : « La principale fonction du boss et de sa 'machine' était celle du courtier : aide aux immigrants complètement perdus dans une ville inconnue dont ils ne parlaient souvent pas la langue, recherche de travail pour les chômeurs, etc... les activités faisaient naître un sentiment de dépendance à l'égard du boss, qui par conséquent disposait au moment des élections d'une 'clientèle' solide ». MASNATA F. et Cl., *Pouvoir, société et politique aux Etats-Unis*, Paris, Payot, 1970, p. 204.

sembla livrer ce baroud d'honneur qu'en prévision d'un avenir présidentiel possible en 1980 ou 1984. Le gouverneur de Californie exprima d'ailleurs sa volonté de ne pas rompre le climat d'unanimité de la convention en donnant les voix de ses délégués californiens à M. Carter. Le bouquet final de cet extraordinaire feu d'artifice New-Yorkais ne fut pas à notre avis constitué par les discours de MM. Mondale et Carter mais par les congratulations des autres candidats Brown, Church, Udall, Jackson et... Wallace auquel se joignirent H.H. Humphrey, E. Muskie et G. McGovern. Voir fraterniser des hommes aussi opposés que le « raciste » Wallace et le « radical » McGovern représente un phénomène qui, pour un Européen, tient du prodige. Mais pour les démocrates, quelle apothéose qui augure bien de l'avenir et qui jette un voile rose sur les malheurs du passé ! Jamais depuis plus de deux décennies — sauf en 1964 — le parti de Roosevelt ne connut aussi paisible et triomphale convention ; finies les manifestations de 1968, les heurts et déchirements de 1972 ou les marchandages de 1960. Surtout que le concurrent républicain paraît loin de faire montre de la même unanimité.

Mais quelle est donc cette potion magique qui permit à Jimmy Carter d'emporter les primaires démocrates et de redonner unité et vigueur à son parti ? Si l'appareil démocrate offre aujourd'hui au gouverneur de Géorgie ce qu'il refusa hier, à George McGovern, ce n'est pas sans raisons. En effet en choisissant Carter, le parti démocrate obéit à cette logique qui pousse les Etats-Unis, dont la culture politique fut ébranlée par les scandales, à se ressourcer et à tenter de retrouver, en cette année du bi-centenaire, leur authenticité. Tout en Jimmy Carter correspond à la réalité historique profonde du parti démocrate, aussi bien sa position sociologique que son discours. Par leur choix, au-delà du tournant imprimé par Roosevelt et des évolutions de l'après-guerre, les démocrates ont, en quelque sorte, retrouvé leur prime jeunesse.

Nous nous efforcerons de reconstruire cette tradition au moyen d'un cadre théorique que nous allons esquisser.

Du conflit au consensus.

Affirmer que la nomination de M. Carter comme candidat démocrate exprime un retour à la tradition politique authentique de ce parti, peut surprendre quand on sait que le bipartisme américain fait songer aux deux petits personnages de Lewis Carroll, *Tweedledum* et *Tweedledee*, dont la pittoresque statue se trouve d'ailleurs à Central Park... Des deux partis, c'est à qui se montrera le meilleur garant des « valeurs américaines » inscrites dans la déclaration de l'indépendance. Bien sûr l'observateur attentif pourra distinguer des nuances, les républicains

tendent à se situer plus à droite et les démocrates plus à gauche, mais la classique dichotomie conservateurs/libéraux passe allègrement à travers les frontières de partis. Les présidents démocrates tendent à mener des politiques plus interventionnistes, et encore le général Eisenhower fait exception à cette règle. En ce qui concerne la dernière décennie, les présidents démocrates choisirent des conseillers économiques de type « keynesien » comme Galbraith ou Rostow, tandis que le classique Friedman inspire MM. Nixon et Ford. Toutefois, nul ne contestera le libéralisme ni de J.K. Galbraith, ni de Milton Friedman. Il s'agit non d'idéologies différentes, mais de variations au sein d'écoles de pensée qui, dans maints pays, appartiendraient au même parti. C'est le consensus et non le conflit qui caractérise le système de partis aux Etats-Unis.

Pour l'éminent historien américain Richard Hofstadter, toute l'histoire de son pays se résume en trois cent cinquante ans de consensus autour de thèmes simples comme la démocratie libérale et la libre entreprise. Toutefois si le consensus régna aux Etats-Unis, quant au type de société, il serait faux de conclure — suivant Robert Dahl, que le conflit s'est vu exclu de l'histoire et de la vie politique américaine (5). De fait, si l'observateur ne retient que le conflit, — majeur dans les sociétés industrielles d'occident — qui résulte de la lutte entre les classes de propriétés et qui se traduit en une dichotomie partis bourgeois, partis ouvriers s'affrontant autour de deux projets de société ; société libérale contre société socialiste ; cet observateur devra alors conclure à un consensus vieux de deux siècles (6). Si par contre, l'observateur se penche sur les développements d'autres luttes — ethniques, Nord contre Sud, fédéralistes contre antifédéralistes, riches contre exclus de la société industrielle, etc... — qui toutes s'expriment dans le conflit sociétaire qui oppose centre à périphérie, notre observateur se montrera alors plus circonspect pour constater, avec Dahl, que le consensus est loin de régner et qu'il alterne avec le conflit. Le système politique des Etats-Unis ne se singularise donc pas par l'absence de tout clivage —, ou conflit sociétaire —, mais bien par la présence d'un clivage dominant qui le distingue dans le concert des états occidentaux (7).

(5) Whoever supposes, then, that American politics has been nothing more than a moving consensus, a sort of national Rotary Club luncheon, has not sufficiently reflected on the recurrence of intense conflict, crisis, and violence in American history », R.A. DAHL, « The American Oppositions : Affirmation and Denial », in *Political Oppositions in Western Democracies*, New Haven : Yale University Press, 1966, p. 53.

(6) Loin de nous l'idée de prétendre que les Etats-Unis ne connurent jamais de luttes sociales, que du contraire mais celles-ci ne se traduisent jamais, de manière autonome et permanente, en termes politiques.

(7) Le Canada et la République d'Irlande connaissent une situation analogue quoique dans une mesure moindre : le conflit de classe n'y est étouffé qu'en partie, les maigres forces du NDP au Canada et du Labour party en Irlande témoignent de sa présence.

Néanmoins si l'histoire des USA offre moult traces de conflit, parfois violent, il paraît indéniable que le système de partis refléterait plutôt le consensus. Pour comprendre comment la réalité du conflit inhérent à la société américaine s'est vu absorbée par la capacité intégrative et adoptative de cette société, il importe d'entamer une réflexion sur la nature du concept de conflit politique.

En effet, tout conflit n'atteint pas à la dimension sociétaire et tout conflit sociétaire ne se traduit pas en termes politiques. De plus, les conflits politiques ne sont pas ressentis avec le même degré de profondeur et ne présentent pas le même caractère de permanence. Certains trouvent leur source dans l'événement et le singulier. Dans ce cas, le conflit ne sera résorbé que lorsque se rétablira l'équilibre systémique, soit par la prise des décisions politiques adéquates, soit par extinction naturelle des causes. De tels conflits, à caractère conjoncturel, engendrent — lorsqu'ils prennent une dimension sociétaire — dans le système politique des phénomènes que nous qualifierons du vocable de *tension* (8). D'autres conflits trouvent, au contraire, leur source dans l'être même de la société. Résultant de phénomènes disfonctionnels, ils s'inscrivent dans la structure sociétaire dont ils représentent un élément constitutif ou *contradiction*. Dans ce cas, le conflit sera irrésorbable par le système politique comme tel; tout au plus, tentera-t-il de s'en accommoder en agissant sur les effets et non sur les causes du conflit. De tels conflits, à caractère structurel, laissent peu de marge au système sociétaire: ou supprimer la contradiction en changeant les rapports sociaux ou accepter la contradiction en atténuant ses effets par l'institutionnalisation du conflit. Dans le premier cas, le phénomène peut être qualifié de *révolution* et dans le second, le conflit structurel institutionnalisé sera qualifié du vocable de *clivage*. L'issue, révolution ou clivage, dépend à la fois de la capacité intégrative du système et des développements historiques des conflits (9).

(8) La dialectique des tensions, source de demandes que le politique se doit de convertir en décisions pour rétablir son équilibre, nous paraît avoir été bien rendue par le schéma de David Easton. Cf D. EASTON, *A Framework for Political Analysis*, Englewood, Cliffs: Prentice Hall, 1965, et *Une analyse systémique de la vie politique*, Paris, Armand Colin, trad.

(9) Il fut écrit beaucoup sur le conflit, depuis Héraclite jusqu'à Dahrendorf ou Lewis Coser, en passant par Karl Marx, peut-être le plus grand de tous. Le consensus fait lui les délices de la sociologie américaine, de Talcott Parsons aux tenants de la théorie formelle du Politique en passant par Daniel Bell et bien d'autres. Pour le lecteur francophone peu familiarisé avec les détours d'une certaine pensée américaine, nous conseillons l'excellent BIRNBAUM P., *La fin du politique*, Paris, Le Seuil, 1975.

Quant à notre position, nous nous contentons de suivre la voie, déjà classique, ouverte par Maurice Duverger et qui pose la double nature conflictuelle et intégrative de la politique. Concrètement nous tentons la gageure de nous inspirer à la fois de Marx et de Parsons. Comme ce dernier de position souvent varia quant au conflit, on se tiendra à: T. PARSONS, *Politics and Social Structure*, New York: The Free Press, 1969.

C'est bien sûr l'institutionnalisation du conflit qui étaye notre propos lorsqu'il est question des Etats-Unis. Comment s'opère le processus d'intégration des conflits structurels ? Il se réalise grâce à l'action de deux sous-systèmes sociétaires, le politique et le culturel. Le politique s'exprime concrètement dans ce qu'Althusser nomme « l'appareil répressif d'état » et Duclos « un appareil spécialisé de commandement et de contrainte », sa nature ne lui donne, pour éliminer les manifestations du conflit, que la coercition. Comme l'écrit Karl Deutsch, la contrainte ne peut suffire à assurer un pouvoir, il lui faut trouver chez ses

Plan du discours :

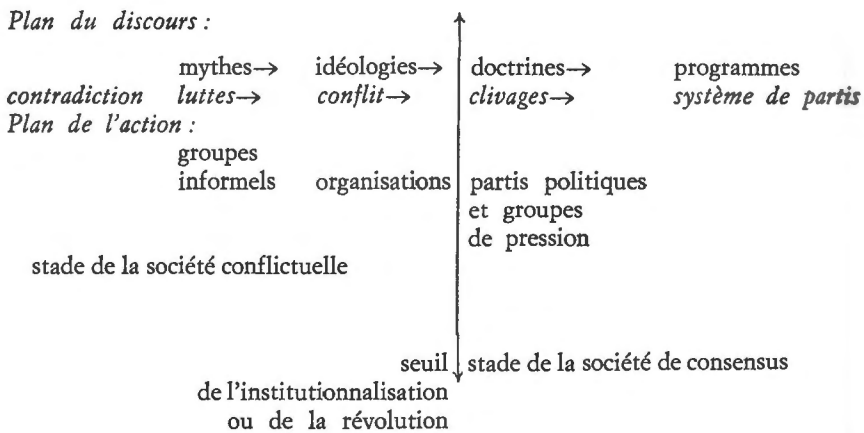


FIG. 1. — L'institutionnalisation des conflits structurels.

assujettis une volonté de se conformer (compliance) aux objectifs du système (10). Aucun système ne peut se maintenir longtemps en équilibre en se fondant sur la seule contrainte, c'est la meilleure manière d'entraîner, à coup sûr, la révolution. La révolution ne constituant pas un phénomène très fréquent de même que la dictature sans consensus — en occident du moins —, l'action du système culturel s'avère donc la plus importante. C'est le culturel qui permet la canalisation du conflit dont l'expression passe ainsi de l'état d'émeute, de révolution ou de guerre civile, à celui des cortèges pacifiques et du jeu électoral et parlementaire.

Le culturel procède à la réduction des conflits structurels par intégration, c'est-à-dire au moyen d'un processus qui, un premier temps, atténue les manifestations d'un conflit, puis, ensuite en neutralise l'impact en

(10) K.W. DEUTSCH, *The Analysis of International Relations*, Englewood Cliffs : Prentice-Hall, 1968, pp. 17-19. Karl Deutsch est parmi les grands politistes américains, l'un des seuls à envisager la double nature de la politique.

l'institutionnalisant, pour parfois, dans un dernier stade atteindre à un consensus apparent alors que la contradiction qui l'engendra n'est en rien résolue (fig. 1). Les contradictions inhérentes à une société donnée provoquent, au sein de celle-ci, des *luttés* spontanées au caractère souvent violent, émeutes ou jacqueries. Malgré la répression qu'elles encourent, les luttes acquièrent un degré de permanence et sécrètent des organes porteurs — ligues, syndicats, partis — qui les prennent en charge et les justifient par des idéologies, — à la fois conscience, stratégie et vision du monde. On nommera *conflit*, *sensu stricto*, cette phase d'organisation des luttes autour d'un projet global et donc politique. La violence qui caractérise le conflit est organisée — guérilla ou guerre civile, ou encore la stratégie peut-être pacifique ; mais quels que soient les moyens mis en œuvre, c'est à ce stade qu'existe une possibilité révolutionnaire. En dépit des heurts entre camps opposés, un *modus vivendi* finit par s'établir et, la bureaucratisation aidant, le conflit devient *clivage*. C'est-à-dire, qu'il a désormais acquis une dimension historique se marquant dans les attitudes politiques des individus et qui s'exprime par la médiation des partis politiques. Les idéologies se voient alors codifiées en corps de doctrines. Quant aux aspects conflictuels des clivages, ils trouvent leur expression sur la scène parlementaire qui apparaît — ainsi que ses à-côtés, élections et débats publics — telle une arène symbolique où s'affrontent, tout aussi symboliquement, les antagonistes politiques. L'affrontement a, en quelque sorte, glissé de l'état sauvage, violent et inorganisé, à l'état de civilisation — négocié et régleménté — et du plan de l'acte au plan du symbole et du discours. Ce qui paraît constituer le terme de l'évolution semble être atteint lorsque l'expression du clivage perd son caractère conflictuel pour prendre une dimension purement historique. Les partis politiques se ressemblent alors de plus en plus et le comportement électoral des citoyens tend à se fonder sur l'habitude et la tradition, d'une part, et d'autre part sur le style des candidats et le pouvoir de séduction de leur message. Une commune idéologie inspire des programmes électoraux réduits à être des plate-formes ponctuelles de peu d'importance. On peut alors prétendre que le système politique connaît le consensus car, même si les contradictions demeurent, leurs effets sont anesthésiés (11).

La société américaine a réalisé semblable consensus. Elle recèle, en son sein, maintes contradictions qui, sporadiquement, éclatent en flambées de

(11) Le stade du consensus ne supprime nullement les contradictions qui, par un apparent paradoxe, engendrent des luttes violentes et inorganisées, lorsque les canaux officiels ne peuvent en acheminer les développements. Ces processus sont, à notre avis, totalement inintentionnels, cf M. GODELIER, « Système, structure et contradiction dans le *Capital* », *Les Temps Modernes*, novembre 1966, pp. 848-849.

luttés, souvent âpres, parfois violentes, mais toujours récupérées par la puissance intégrative du système culturel (12).

Un seul conflit structurel a suivi le processus d'institutionnalisation jusqu'à son terme, pour fonder le bipartisme américain et son incidence fut telle qu'elle occulta le développement des autres conflits, dont le plus important dans les sociétés industrielles, à savoir le conflit des classes de propriété. Ce conflit structurel majeur sera qualifié de *centre contre périphérie*.

Centre contre périphérie et société américaine.

Le concept, particulièrement fructueux, de centre contre périphérie, fut forgé par le politiste norvégien Stein Rokkan pour rendre compte des conflits qu'engendrent les contradictions du processus d'édification nationale (« nation-building process ») ou révolution nationale (13). Une catégorie de ce type permet de rendre compte des causes secondaires tant culturelles — ethniques, linguistiques ou religieuses — qu'économiques entraînées par le phénomène de construction nationale, naguère encore envisagées séparément.

Dans nombre de vieux pays, constitués depuis le Moyen Age, les processus de création de l'empire ou de l'état et ensuite d'édification natio-

(12) « Dans la société postindustrielle, autant le conflit des classes de propriété perd de son importance, se localise et s'institutionnalise, perdant ainsi sa force explosive, autant les conflits nouveaux mettent en cause la gestion d'ensemble de la société », A. TOURAINE, *La société postindustrielle*, Paris, Denoël, 1968, pp. 89-90.

(13) Stein ROKKAN, est à notre avis, le plus grand politiste actuel ; il développe son modèle de centre/périphérie en plusieurs étapes. D'abord empiriquement à partir de la réalité politique de son pays (cf S. ROKKAN et H. VALEN, « Regional Contrasts in Norwegian Politics », in E. ALLARDT et Y. LITTUNEN, eds, *Cleavages, Ideologies and Party-Systems*, Helsinki : Westermack Society, 1964 ; S. ROKKAN, « Norway : Numerical Democracy and Corporate Pluralism » in R.A. DAHL, ed., *op. cit.*), la dimension centre-périphérie est ensuite intégrée dans un paradigme général des clivages construit à partir d'une réflexion sur Talcott PARSONS (S.M. LIPSET et S. ROKKAN, « Cleavage Structures, Party Systems and Voters Alignments », in *Party systems and Voters Alignments*, New York : The Free Press, 1967 ; S. ROKKAN, « The structuring of Mass Politics in the smaller European Democracies. A Developmental Typology », in O. STAMMER, ed., *Party systems, Party Organisation and the Politics of New Masses*, Berlin, Institut für Politische Wissenschaft an der Freien Universität, 1968 et S. ROKKAN, *Citizens, Elections, Parties*, Oslo : University Press, 1970) pour enfin être analysée dans sa genèse historique et économique, constitutive du procès d'édification nationale. (S. ROKKAN, « Cities, States, and Nations : a Dimensional Model for the Study of Contrasts in Development » in S.N. EISENSTADT et S. ROKKAN, eds., *Building States and Nations*, Beverly-Hills : Sage Publications, 1973, vol. I et S. ROKKAN, « Dimensions of State Formation and Nation-Building : A Possible Paradigm for Research on Variations within Europe », in Ch. TILLY, ed., *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton : University Press, 1975). Le lecteur peu familiarisé avec la langue anglaise trouvera un bref exposé des principales thèses de Rokkan dans : ROKKAN S. « Macro-histoire et analyse comparative des processus de développement politique », *Table ronde de l'AISP/IPSA*, Jérusalem, 9-13 septembre 1974, document n° 5.

nale s'effectuèrent sans grandes mobilisations des masses. On n'y assista donc pas à l'affrontement entre un centre bâtisseur de nation et une, ou des périphéries plus ou moins allogènes. Par contre, dans les nouvelles nations, le phénomène que Rokkan nomme Révolution nationale, mobilisant les masses fit éclater la contradiction entre les réalités nationales et étatiques et engendra le conflit territorial entre Centre et Périphérie. Seuls l'Australie et la Nouvelle-Zélande semblent avoir échappé à ce processus, les Etats-Unis d'Amérique en constituent, au contraire, une parfaite illustration (14).

R.A. Dahl relève, dans l'histoire des Etats-Unis depuis l'indépendance jusqu'à nos jours, la récurrence d'un conflit intense dont les manifestations menèrent le pays jusqu'à la guerre civile, une fois et au bord de la guerre civile en quelques autres occasions (15). On peut constater que les thèmes majeurs du conflit tournent tous autour d'un point central : la possibilité du tout d'imposer des politiques nationales aux parties. En fait, on assiste à un jeu contrapuntique dont le thème, donné lors du débat premier sur la constitution, se développe diachroniquement dans le champ politique américain en une fugue où le conflit, l'intégration, la résurgence du conflit et sa réintégration se poursuivent inlassablement depuis deux siècles. Les conditions dans lesquelles se posent le conflit ont bien changé depuis 1776, de même que la nation américaine, jadis petite république rurale et maritime, aujourd'hui l'état le plus puissant de la planète, tandis que la structure du conflit demeure telle qu'au premier jour. Les contradictions des débuts de la république en suivirent la croissance phénoménale.

Suivant Dahl, on répertorie dix manifestations historiques majeures où le conflit s'exprime de manière intense.

1. Des mesures autoritaires — « Alien and Sedition Acts » (1798) — du gouvernement central furent contestées par les législatures du Kentucky et de Virginie qui proclamèrent le droit pour les états de refuser d'appliquer des lois fédérales jugées par eux inconstitutionnelles.

2. En 1814, c'est, paradoxalement, au tour des fédéralistes de la Nouvelle Angleterre d'affirmer lors d'une convention leur opposition à la politique d'embargo et le devoir des états de préserver la constitution.

(14) L'Australie et la Nouvelle-Zélande, peuplées fort tard, apparaissent plutôt comme des bourgeois du système et de la culture politique britanniques, plantés un peu plus loin. Les traditions ouvrières de Grande-Bretagne, syndicales et politiques s'y développèrent à loisir et la création d'états souverains ne fut pas entreprise contre la mère-patrie, mais par elle et parce que la distance entre Londres et les territoires austraux était telle que l'intégration au Royaume-Uni eût semblée déraisonnable.

(15) R.A. DAHL, « The American Oppositions : Affirmations and Denial » in R.A. DAHL, *op. cit.*, pp. 48-50.

3. La querelle dite du tarif oppose en 1828 la Caroline du Sud au gouvernement fédéral. Elle mena le pays au bord de la guerre civile dans la mesure où le président envisagea d'envoyer la troupe pour mettre fin aux prétentions des autorités de Caroline du Sud qui entendaient ne pas appliquer la décision fédérale au nom de son droit de « nullification », c'est-à-dire le pouvoir pour un seul état de déclarer nulle une loi nationale qu'il jugerait en opposition avec la constitution (16).

4. La scène politique sera occupée par le problème de l'abolition de l'esclavage durant tout le milieu du XIX^e siècle, et avec les conséquences que l'on sait.

5. La guerre de sécession ne régla que très partiellement la question des relations inter-rationales dans le Sud des Etats-Unis. Les élections de 1876 menèrent à nouveau le pays au bord de la guerre civile, toutefois le conflit peut se négocier en un compromis qui en fait restaurait la suprématie blanche dans le Sud.

6. L'apparent règlement du problème de l'esclavage permet l'expression du conflit de classe et du mouvement de protestation paysan à travers de multiples organisations syndicales et politiques et dans un concert de grèves et de lock-outs. Le plus important des mouvements politiques qui apparaît alors est sans conteste le populisme, à la fois paysan et ouvrier.

7. Les troubles sociaux culminent avec l'élection présidentielle de 1896, où le républicain McKinley affronte le tribun William Jennings Bryan, candidat unique des démocrates et des populistes, qui dénonce la « domination du capital de l'Est ».

8. Le mandat du président Wilson, — le second démocrate depuis la guerre civile — un éminent intellectuel qui tente de réaliser les réformes souhaitées par les mouvements populiste et social-démocrate, soulève des controverses intenses mais « the conflicts seem to have locked some of the earlier intensity ; the country was not viewed as approaching another civil war » (17).

9. La grande dépression réveille les différents conflits souvent avec violence et le « New Deal » provoque une querelle entre le président et la cour suprême.

(16) La controverse soulevée par la question du tarif et le principe dit de « nullification » permit à John C. Calhoun, l'un des plus grands parlementaires de l'histoire américaine, de donner cours à ses talents d'orateur.

(17) R.A. DAHL, *op. cit.*, p. 52.

10. Trente ans plus tard, le problème des droits civils et les émeutes raciales provoquent des frustrations à droite comme à gauche. En 1964, la droite traduit ses frustrations à travers la candidature du sénateur Barry Goldwater (18). On peut considérer que la candidature de George McGovern représente le pendant de gauche de ce même malaise et ajouter — l'étude de Dahl datant de 1965 — la crise d'identité provoquée par la défaite des USA au Vietnam et surtout par les différents scandales qui entraînèrent la démission d'abord du vice-président puis du président. Les deux démissions constituent des faits sans précédent dans l'histoire des Etats-Unis d'Amérique.

L'articulation des deux événements proposés par Dahl sur le paradigme centre contre périphérie nous permet de proposer un développement du conflit en quatre mouvements. Chaque mouvement correspond à un procès de récupération du conflit et à une étape dans la formation du système de partis, des luttes à consensus.

Quatre conflits, quatre systèmes de partis et quatre consensus (19).

La révolution et la guerre d'indépendance ne trouvèrent pas les 13 ex-colonies britanniques sans traditions partisans, bien au contraire (20). Néanmoins, celles-ci s'estompèrent sous leur impact et sous celui du débat sur la création de l'union, où s'affrontèrent unitaristes et tenants d'une confédération aux liens ténus (21). C'est ainsi que naquit le fédéralisme du compromis entre les deux tendances et du génie d'hommes comme Hamilton, Jefferson ou Madison.

La jeune république était par trop hétérogène que pour qu'elle ne soit pas déchirée par le conflit entre le centre et la périphérie. En effet,

(18) *Ibid.*, pp. 50-53.

(19) Nous nous baserons spécialement sur les deux classiques : F.R. KENT, *The Democratic Party, A History*. New York : Johnson Reprint, 1968, 1st print 1928 et W.S. MYERS, *The Republican Party*, New York : Johnson Reprint, 1968, 1st print 1928 ; R. HOFSTADTER, *The Idea of a Party System the Rise of legitimate opposition in the United States, 1780-1840*, Berkeley : University of California Press, 1970 ; W.N. CHAMBERS, *The Democrats, 1789-1964. A short history of a popular party*, New York : Van Norstrand, 1964, F.L. BURDETTE, *The Republican Party : A Short history*, New York : Van Norstrand, 1972, 2nd edition.

(20) La Pennsylvanie connaissant, par exemple un système quadripartite et nombre d'assemblées de colonies vécurent l'exportation des factions anglaises et l'opposition entre loyalistes et indépendantistes.

(21) Certains antifédéralistes qui se manifestèrent lors du débat sur l'adoption de la constitution se rallièrent naturellement à Jefferson, mais le noyau actif de son parti était formé de tenants convaincus du fédéralisme, comme James Madison par exemple. On ne peut donc dire que les factions qui divisèrent la convention constitutionnelle, constituent l'origine du premier système de partis. D'autre part les dites fractions ou factions ne s'organisèrent jamais en partis, elles restèrent des tendances. Cf C.M. KENYON, *The Antifederalists*, Indianapolis : Bobbs-Merrill, 1966.

le nouvel état véhiculait les séquelles de deux types distincts de colonisation. Au Nord, une colonisation de peuplement témoignait de la volonté de dissidents presbytériens ou quakers, d'Angleterre et d'Ecosse, de créer des conditions sociales, politiques et religieuses inconnues dans la métropole. Au Sud, au contraire, la colonisation s'était faite de manière plus classique à partir d'un système de plantation fondé sur l'esclavage, comme dans les Antilles françaises ou espagnoles. Au Nord, la société ne diffère pas tellement de celle des Provinces-Unies à la même époque : largement rurale avec déjà un développement urbain dû à l'action de la Bourgeoisie commerciale. Au Sud règne une sorte d'aristocratie créole qui tire sa fortune de l'exploitation de grandes plantations de tabac d'abord, de coton plus tard.

Le Nord constitue le centre bâtisseur de la nouvelle nation. Une bourgeoisie en pleine ascension y prépare l'industrialisation du pays sur le modèle de l'Angleterre et entend construire un état moderne, c'est-à-dire centralisé doté d'une administration efficace, d'une armée et surtout d'une marine, conditions favorables au développement du commerce et de l'industrie. La Virginie mène la coalition de la périphérie pour la défense de son mode de vie propre, du droit des états, ainsi que des valeurs frugales du monde rural.

Les divisions éclateront au sein même du cabinet du président Washington qui, quoique Virginien, penche pour le centre. Elles opposeront le secrétaire d'Etat Thomas Jefferson à Alexander Hamilton, secrétaire au trésor qui deviennent les chefs de deux factions. Le retrait de Jefferson du cabinet consomme le divorce entre les deux tendances et le second mandat de Washington représente le premier gouvernement de parti, tandis que l'opposition s'organise dans un climat hostile à l'idée même de parti.

C'est ainsi que naquit le premier système de partis aux Etats-Unis, dans l'axe du conflit entre centre et périphérie (22).

Au pôle « centraliste », on trouvait les fédéralistes ou hamiltoniens qualifiés par leurs adversaires tantôt de monarchistes, tantôt de monocrates ou de parti pro-anglais. Situés dans les grandes villes — leur base est fondamentalement la Nouvelle Angleterre — ils assument les revendications économiques et militaires de la nouvelle classe bourgeoise « centraliste ». Pour elle le commerce avec la Grande-Bretagne — dont ils admirent le système politique — importe plus que les ressentiments passés. Quant à la révolution française, elle porte atteinte, par les guerres qu'elle entraîne, au bon développement des échanges commer-

(22) N.K. RISJORD, *The Early American Party System*, New York : Harper and Row, 1969. R. HOFSTADTER, *op. cit.*, pp. 1-169 et S.M. LIPSET, *The First New Nation*, London : Heinemann, 1963, pp. 32-33.

ciaux. Les valeurs de ce groupe dominant correspondent quasi point par point à l'idéaltype wébérien de « l'éthique du protestantisme ». En fait, nourrie par le puritanisme, presbytérienne, l'idéologie des fédéralistes est nationaliste, élitiste, bourgeoise et assez autoritaire. En effet, les fédéralistes n'accepteront jamais l'idée même de partis politiques et tenteront d'en prévenir la création. Réduits par leur défaite en 1800 à être un parti malgré eux, ils accepteront très mal ce fait et ne s'or-

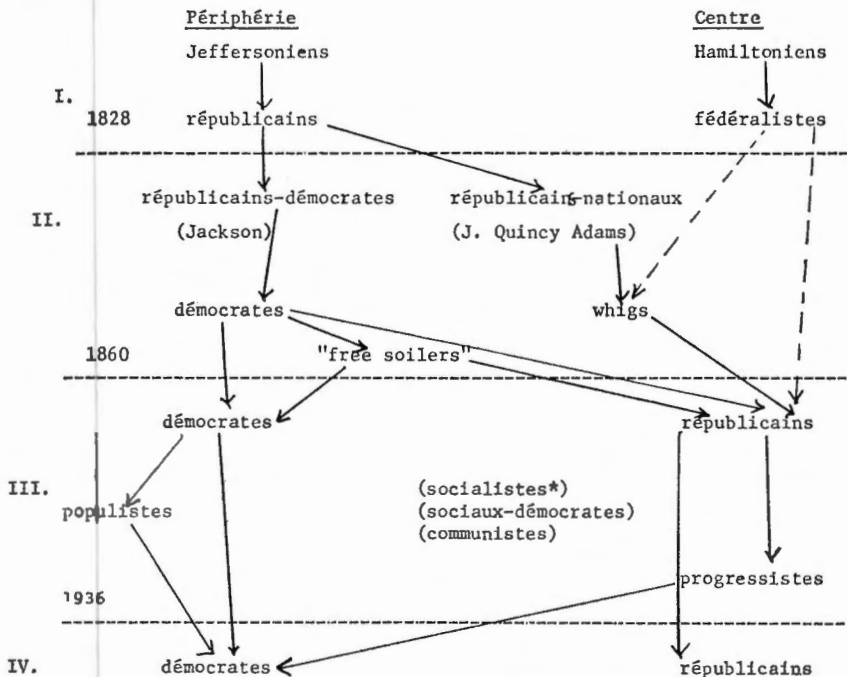


FIG. 2. — Centre/Périphérie et genèse du système de partis au USA.

ganiseront jamais sur une base durable, tant était grande leur identification à l'état.

Au pôle « périphérique » les anti-fédéralistes ou Jeffersoniens s'organisèrent dès avant 1792 en créant le parti républicain qualifié par ses adversaires de démocrate ou de Jacobin, ou encore de parti pro-français. En fait de Jacobins, il s'agissait plutôt de Girondins. Car ils réaliseront l'union des revendications et du Sud et de toute l'Amérique rurale avide de liberté, d'égalité et de gouvernement frugal, donc peu soucieuse de voir le pouvoir fédéral s'ingérer dans ses affaires ou d'entraîner le pays dans des aventures militaires au profit d'une Angleterre toujours

abhorrée. La révolution française soulève la sympathie des républicains qui, après l'échec de celle-ci, conserveront une vision internationaliste. Conscients d'être le fer de lance de la seule grande république dans un concert mondial orchestré par les monarchies européennes (23). Bien organisés et vénérant leur leader — ils sont avant tout le parti de Jefferson — les républicains représentent la forme populaire ou même populiste du libéralisme naissant. Le génie de Jefferson et de Madison est d'avoir su réaliser l'union des périphéries, autour des idées d'égalité et d'individualisme — dont l'inspiration est également protestante mais sans liens avec une église particulière — ainsi que d'une lecture de la Constitution accentuant les droits des états. L'union au sein d'un même parti, des planteurs esclavagistes du Sud et de fermiers du Nord et de l'Ouest peut paraître un paradoxe — qui dure encore de nos jours —, toutefois en ce qui concerne les blancs la société « sudiste » était très égalitaire.

Le conflit se développera dans un climat d'intolérance. Chaque parti considérant l'autre comme incivique et anti-américain. Les fédéralistes contrôlant la seconde administration de Washington et celle de John Adams mèneront une politique qui les conduira à deux doigts d'une guerre avec la France. Les préparatifs de guerre justifiant l'assimilation des concepts d'opposition et de sédition, et même le passé de Jefferson et son prestige de secrétaire d'état et de vice-président ne le protégèrent pas d'être affublé des qualificatifs de factieux et de démagogue. Le conflit atteint son paroxysme avec les mesures d'exception contenues dans « l'Alien and Sedition Act » dont les états, Jeffersoniens, de Virginie et du Kentucky contesteront violemment la constitutionnalité. L'élection de 1800 canaliserà le conflit grâce à l'élection de Jefferson qui soulève la fureur et l'angoisse des fédéralistes. En fait, elle sonne leur déclin. L'institutionnalisation du conflit sera de courte durée, les séquelles de la guerre de 1812 éliminant politiquement les fédéralistes de la scène politique. Les républicains règneront ainsi sans partage de 1800 à 1824 réalisant leur programme mais aussi en reprenant à leur compte nombre de politiques ci-devant fédéralistes. Le consensus est réalisé sous la présidence de Monroe — « l'ère des bons sentiments » — et il résulte du développement du pays et de son extension vers l'Ouest. L'achat des territoires français de l'Ouest et le croît démographique permirent, en agissant conjointement avec la politique d'octroi de terres à bas prix aux colons désireux de se fixer dans ces territoires, la création de nouveaux états. En 1820, le poids de la périphérie écrase le

(23) Cette conviction sera une des sources de la doctrine Monroe.

centre, car le développement tant démographique que géographique des USA dépasse alors en importance son développement industriel. Quant à son expansion commerciale, elle dépend bien plus des progrès de l'agriculture que de ceux de l'industrie. L'Amérique de Madison ou de Jackson est, dans sa structure économique comme dans ses valeurs, profondément rurale et provinciale. Le parti républicain qui a conquis les grandes villes de l'Est devient le parti unique. Le type de structure politique qui caractérise alors les Etats-Unis ressortit — suivant l'expression proposée par Tom Garvin pour qualifier la république d'Irlande — à la situation de « périphérie dominant le centre » (24).

La domination du parti de Jefferson pourra régler provisoirement la relance du conflit entre le Sud esclavagiste et le Nord abolitionniste grâce au compromis du Missouri. Seul un grand parti médiatisant la volonté des périphéries pouvait maintenir la cohérence de l'union, ce sera sa tâche jusqu'en 1856. Les querelles de personnes, les oppositions entre les factions et division du parti entre les républicains-démocrates soutenant la candidature de Andrew Jackson et les républicains-nationaux de Clay et John Quincy Adams.

Les républicains-démocrates, devenus rapidement démocrates, seront organisés par Van Buren et Jackson qui renforcera leur caractère démocratique et populaire. Par leur idéologie égalitaire, rurale et anti-banque, ils s'inscrivent résolument dans l'héritage de Thomas Jefferson. Il ne surprendra pas de les voir dominer la politique américaine de 1828 à 1860.

Les républicains-nationaux devenus whigs représentent la principale opposition à la prédominance démocrate qui marque le deuxième tiers du XIX^e siècle. En fait, il s'agit plus d'un amalgame de personnalités et de leurs clientèles que d'un parti organisé ou doté d'une ligne politique claire, comme les démocrates ou les défunts fédéralistes. Les whigs allient des héritiers des fédéralistes comme Daniel Webster à des Sudistes marqués comme Henry Clay, le célèbre Calhoun oscillant entre les whigs et les démocrates en fonction de leurs positions ponctuelles quant au problème de l'esclavage. Le seul ciment semble avoir été leur conservatisme affirmé.

L'existence du *Free Soil Party* —, fondé par l'ancien président Van Buren, fut plus brève, quoique plus significative que celle du party whigh. En effet, les « free soilers » créeront les conditions politiques qui présideront à la naissance de l'actuel parti républicain, auquel ils fourniront nombre de cadres. Il s'agit d'une dissidence nordiste et urbaine du parti démocrate — elle naquit dans l'état de New York — qui

(24) T. GARVIN, « Political Cleavages, Party Politics and Urbanisation in Ireland : The Case of the Periphery-Dominated Center », *European Journal of Political Research*, (2), 1974, pp. 307-327.

conteste la ligne officielle du parti en matière d'esclavage. Le refus porte sur le fait affirmé par celui-ci qu'il s'agisse d'un problème ressortissant à la souveraineté des états et la politique de compromis menée par les démocrates quant à l'extension de l'esclavage dans les territoires de l'Ouest.

Le deuxième système de partis aux Etats-Unis sera marqué par une intense polarisation dans l'axe du clivage centre contre périphérie (25). La contradiction inscrite dans la fédération américaine par les deux types de colonisation qui l'engendrèrent, éclate avec une violence jamais atteinte. Le Sud, de plus en plus périphérique, tente désespérément de préserver son mode désuet de société. Chaque nouvelle entrée d'un état dans l'Union accentue cette minorisation que ne compense pas l'annexion du Texas. Le Nord attisé par le piétisme presbytérien endosse la cause de l'abolitionnisme et entend l'imposer au Sud. La classe politique nordiste, de quelque côté qu'elle siègeât, désire seulement limiter l'esclavage aux états du Sud et le bannir des nouveaux territoires. La perspective ouverte pour le Sud par la conquête, sur le Mexique, de vastes régions dans lesquelles il voit son hinterland naturel, rompt le fragile consensus établi par le « compromis du Missouri », ni le Nord, ni le Sud ne veulent accepter la minorisation. Le parti démocrate et le président Buchanan ne peuvent empêcher une partie de leurs éléments nordistes de rejoindre le parti républicain et les événements du Kansas provoquent la sécession de sept états sudistes. Les élections de 1860 s'engagent dans la confusion, les démocrates s'avèrent incapables de s'entendre sur le nom d'un candidat acceptable pour les deux parties, ils en présenteront deux. Quant à la portion, surtout sudiste, des whigs qui n'a pas rejoint les rangs républicains, il s'unira à des démocrates modérés dans l'éphémère parti constitutionnel. Et Lincoln l'emporta.

Le conflit fut réglé par les moyens que l'on sait, c'est-à-dire par la violence et la victoire militaire d'une partie sur l'autre. La répression qui suivit la guerre devait éliminer politiquement le Sud. Seule l'image nordiste des Etats-Unis et de la civilisation américaine prévaut, le Sud devenant une périphérie endormie, à la vie politique corrompue et qui, pour le « Yankee » industriel du Nord ou du Middle-West, présente le charme aimable d'une réserve indienne. C'est qu'en 1860, l'Amérique rurale de Jackson a vécu. La révolution industrielle a changé les rapports de force entre le centre et la périphérie au profit du centre. L'époque des coureurs des bois est révolue, le vieux Nord-Est s'est industrialisé et le Middle-West le suit ; les chemins de fer sillonnent

(25) F.R. KENT, *op. cit.*, pp. 82-201.

la prairie et les métropoles de la côte Est peuvent ainsi y déverser leur trop plein de population.

La nation américaine actuelle, capitaliste et industrielle, se bâtit ainsi grâce au chemin de fer et aux télégraphes, le centre en est le vieux centre — Nouvelle-Angleterre, New York, Pennsylvanie — élargi au Middle-West — Michigan, Ohio, Illinois, Minesotta, Wisconsin — et le fer de lance le parti républicain. Le parti démocrate après une période d'incertitude retrouve sa vigueur de défense de la périphérie dans la personne de William Jennings Bryan qui sera son leader de 1896 à 1912. Il semble toutefois condamné à être minoritaire, le centre étant plus peuplé que la périphérie. L'élection de McKinley contre Bryan en 1896 brosse une image presque idéal-typique du clivage centre/périphérie : McKinley l'emporte dans le Nord-Est industriel et peuplé, tandis que W.J. Bryan s'impose dans le Sud et l'Ouest, provinciaux, ruraux et peu peuplés. La contradiction entre capital et travail provoque, en cette troisième étape du développement du conflit aux USA, une série de luttes violentes qui engendreront un mouvement ouvrier, alors bien divisé, et un quasi recouplement (« Cross-Cutting ») du clivage centre/périphérie par le clivage socio-économique. Démocrates et républicains se verront ainsi flanqués sur leur gauche, respectivement par les populistes et les progressistes (26).

Ainsi se dessinent les traits du troisième système de partis, marqués par la prépondérance du parti républicain.

Au pôle centraliste, on trouvera donc le parti républicain formé autour de la cause anti-esclavagiste par d'anciens démocrates et « free soilers » auxquels se joignirent les whigs nordistes. C'est la formation « Yankee » par excellence. Disposant d'une base sociologique anglo-saxonne et protestante, il correspond néanmoins — du point de vue social au modèle de parti « inter-classiste » ou, tel que le définissait Otta Kirchheimer, de « catch-all-party ». Le succès des républicains comme parti bâtisseur de nation devait leur valoir l'appui de la haute bourgeoisie financière et industrielle. Il ne surprendra donc pas de voir, à la fin du XIX^e siècle, le parti entièrement commis à la défense de la cause impérialiste. McKinley et Théodore Roosevelt seront les promoteurs de la politique impérialiste, dite du « big stick » et les conquêtes de Cuba, Porto-Rico, Hawaï et les Philippines en seront les résultats. Comme tout parti nationaliste disposant d'une base sociale assez diversifiée les républicains se voient divisés par les affrontements entre les conservateurs dévoués au grand capital et au libéralisme économique le

(26) R. HOFSTADTER, *The Age of Reform, from Bryan to FDR*, New York : Vintage, 1965.

plus strict, et les progressistes, hostiles aux trusts et soucieux de « big government » et de législation sociale. Théodore Roosevelt, impérialiste mais adversaire acharné des trusts, sera candidat progressiste en 1912 et le flambeau sera repris une décennie plus tard par le sénateur La Follette, du Wisconsin.

Au pôle périphérique, le parti démocrate restera fidèle à lui-même. Associé, à tort, avec la cause confédérée, il lui faudra longtemps pour se relever des dommages que lui causèrent la guerre de sécession. Dans un premier temps, il se contentera de capitaliser le mécontentement créé par les excès des gouvernements républicains en se tenant à sa position de défenseur du droit des états. Toutefois, dans les villes du Nord-Est, l'immigration irlandaise provoque une évolution importante pour le destin du parti : le parti républicain leur étant fermé pour des raisons religieuses, ils constitueront l'aile urbaine du parti démocrate. C'est avec la naissance du populisme — « free silver party », « People's party », etc... — et l'influence de Bryan que les démocrates retrouvent leur souffle. Vaste mouvement périphériste brassant en son sein fermiers, artisans, ouvriers, le populisme s'organise, — dans et à côté du parti —, autour de thèmes comme l'argent à bon marché, la lutte anti-trust et anti-banques, la prohibition de l'alcool et l'hostilité à la politique impérialiste.

Dans la chaleur de la lutte électorale, William Jennings Bryan va même jusqu'à qualifier le Nord-Est des USA de « pays ennemi ». L'élection accidentelle en 1912 du président Wilson, fort proche des idées progressistes permettra de réaliser nombre de revendications populistes et progressistes. Mais aussi de renforcer l'aile urbaine du parti. La convention démocrate de 1924 donna une lumineuse illustration de l'ambiguïté démocrate, en opposant les deux périphéries. D'une part, McAdoo, intellectuel teinté de populisme, soutenu par la périphérie géographique du Sud et de l'Ouest rural, prohibitionniste, même liée dans le Sud au Ku-Klux-Klan ; d'autre part, Al Smith, homme de la machine teinté de catholicisme social, soutenu par l'appareil démocrate des villes du Nord et du Middle-West et les Irlandais et autres catholiques, opposés à la prohibition (27).

En 1924, le parti démocrate médiatise la volonté de deux périphéries, l'historique périphérie du « deep south » et de l'Ouest rural et populiste, ainsi que la périphérie religieuse. Franklin D. Roosevelt en récupérant le mouvement progressiste réintégrera ces autres exclus de l'américanisme vrai, la classe ouvrière.

(27) R.F. KENT, *op. cit.*, pp. 588-595.

Au moment où éclate la grande crise économique de 1929, le processus de construction nationale est achevé. Le consensus règne et le parti démocrate semble voué à être minoritaire. La crise en ramenant le système politique au stade des luttes, focalise le conflit sur la contradiction qui oppose le capital au travail. En effet, la frontière n'existe plus et le mythe de la mobilité sociale entraîné par la mobilité géographique semble avoir vécu. Les temps paraissent mûrs pour l'émergence d'un quatrième système de partis fondé sur le clivage socio-économique, donc analogue aux systèmes de partis du vieux continent.

L'élection et le règne de F.D. Roosevelt en décida tout autrement et donna au parti son image actuelle. La politique réformiste de F.D. Roosevelt valut aux démocrates le soutien du monde syndical et des intellectuels réformistes. Le courant progressiste, ci-devant républicain fut intégré, ainsi que le populisme (Farmers-Labor party). Plus tard, l'aile la plus modérée du mouvement de contestation étudiante et la très floue « new left » y trouvèrent leur exutoire avec la candidature de George McGovern.

Ainsi s'est constitué le quatrième système de partis marqué par le consensus sur l'idéologie libérale. L'opposition fondamentale entre les deux partis est purement historique.

Le parti républicain symbolise l'Amérique officielle « Yankee » et WASP ; tandis que le parti démocrate assume l'héritage de toutes les périphéries. Parti de défense de la périphérie, il est devenu le parti structurellement majoritaire. Car aux Etats-Unis, la somme des minorités constitue la majorité. Héritier de Jefferson et de Jackson, et donc du gouvernement frugal, il est devenu le parti interventionniste, car la protection de la liberté des faibles l'a forcé à légiférer. Expression des forces centripètes, il est devenu le parti par excellence du « melting pot » américain, car l'expérience semble avoir prouvé que le processus d'intégration nationale est mieux achevé par le parti « périphériste » que par le parti « centraliste ». Finalement le meilleur achèvement du parti démocrate sera, sans doute, d'avoir sauvé le pouvoir du capital en prévenant la création d'un parti ouvrier lié au mouvement syndical. C'est là que le système de parti révéla son incroyable faculté d'intégration, servie, il est vrai, par les techniques juridiques du scrutin majoritaire et du régime présidentiel avec élection directe. Un parti sans espérances présidentielles n'a aucune chance de se maintenir sur la scène politique. Seul le parti démocrate pouvait utiliser ces éléments, grâce à son fond populiste et au charisme de F.D. Roosevelt.

Il faut constater que — trait inhérent aux partis périphéristes — le parti démocrate se révèle historiquement riche en leaders charismatiques :

Thomas Jefferson, Andrew Jackson, William Jennings Bryan, F.D. Roosevelt, J.F. Kennedy et Jimmy Carter.

Jimmy Carter et le « Southern Rim ».

Les Etats-Unis vivent-ils un nouveau réaligement dans les rapports qui unissent le centre à la périphérie ? C'est ce que prétend un livre récent publié aux USA par K. Sale (28). Le pouvoir économique aurait discrètement glissé du Nord et du Midwest vers le vieux Sud et vers une couronne d'états longeant le golfe du Mexique, le Tennessee, l'Arkansas, l'Oklahoma, le New-Mexico, l'Arizona, le Sud du Nevada pour se terminer en Californie. Cette zone connaît une industrialisation nouvelle basée sur une technologie de pointe comme les industries du pétrole, les industries spatiales et de défense, les industries agricoles, etc. Le glissement du pouvoir économique entraîne un glissement du pouvoir politique : et Kirkpatrick Sale, qui écrit avant l'ouverture des élections primaires, constate que la majorité des aspirants démocrates à la présidence — Wallace, Harris, Carter, Bentsen et Udall — vient du « Southern Rim ».

Par son discours articulé sur les valeurs religieuses et sur l'actualisation des valeurs « Jeffersonniennes », Carter parvint à coller plus près de l'univers culturel du « Southern Rim » que les autres concurrents. De plus, et malgré l'ère réformiste, les dites valeurs forment le terreau dans lequel le parti démocrate plonge ses racines les plus profondes.

Le choix de Walter Mondale — d'ascendance norvégienne et sénateur du Minesotta — représente l'apport du populisme — « Farmers and Labor » — surtout scandinave qui marqua le Middle-West et le Nord-Ouest américain — singulièrement au Minesotta — pendant la dépression et les années 30. En présentant le « ticket » Carter-Mondale, le parti démocrate s'éloigne de la « new left » et pose un acte de fidélité à son histoire.

Summary.

This paper tries to provide a reading of vie american political culture and party-system in the light of Rokkan's center vs periphery perspective. Governor Carter's election as the democratic party nominee is the starting point of an analysis based on a theory of political cleavages and integration of conflicts.

(28) K. SALE. *The Rise of Southern Rim and its Challenge to the Eastern Establishment*, New York, Random House, 1975.